



BAROMÈTRE SPÉCIAL BUDGET 2011

1 décembre 2010

Enquête réalisée par téléphone par **PluriConseil**, du 22 au 26 novembre 2009, auprès d'un échantillon représentatif de 30 analystes économiques et financiers.

ANALYSE

Logique dangereuse

Par Eric NG PING CHEUN

A une conférence au Ghana, un délégué africain ayant lu notre budget national dès le soir de sa présentation nous lança sèchement ce commentaire : “*A lot of taxes*”. Notre orgueil en prit un sacré coup, tellement on était fier de flatter Maurice comme la première économie libre de l’Afrique. Et cela en dit long sur le recul des idées de liberté dans notre pays.

Loin des clameurs ferventes, on réalise que le budget de Pravind Jugnauth est politiquement correct, économiquement inapproprié et socialement discriminant. Le ministre des Finances a voulu tenir ses promesses électorales à n’importe quel prix pour se démarquer de son prédécesseur, même si les réalités économiques ne s’y prêtent pas. Ses mesures budgétaires se trouvent en déphasage du contexte mondial très difficile dans lequel s’enfonce notre économie. Mais au lieu d’amener toutes les classes sociales à resserrer les rangs pour surmonter la crise, le budget de 2011 divise notre société entre les possédants et les autres, entre les hommes libres et les esprits dirigistes.

C’est une logique dangereuse de laquelle M. Jugnauth ne sortira pas facilement, car le premier budget d’un mandat détermine les orientations des suivants. Le gouvernement peut toujours rectifier le tir, mais un ressort s’est cassé : la confiance. Recoller les morceaux prendra du temps, cependant que la crise ne nous attend pas.

Un premier budget, comme celui de 2006, doit insuffler un esprit réformiste qui bouscule le conservatisme. Il n’en a été rien cette fois. L’actuel grand argentier a raté une occasion de restructurer complètement les services publics pour une meilleure efficacité. Il cite 29 fois le mot productivité sans toutefois proposer une seule mesure concrète susceptible d’avoir un impact direct et immédiat sur la productivité nationale. Sept analystes sur dix interrogés dans le présent baromètre sont insatisfaits de ce qui a trait à la productivité dans le budget.

Plus tôt, on avait cru comprendre que le projet Duty Free Island allait prendre forme avec la présentation du budget. Or rien n’a été annoncé à ce sujet. Plus grave est le fait que la philosophie du budget s’avère être tout le contraire d’une île hors-taxes : plus d’impôts.

Un système de taxation doit être caractérisé par la certitude, suivant la deuxième règle fiscale d’Adam Smith : “*The time of payment, the manner of payment, the quantity to be paid, ought all to be clear and plain to the contributor.*” La taxe sur les propriétés résidentielles et celle sur les intérêts avaient au moins le mérite de la clarté, et le test de conformité était simple. Désormais, on réintroduit des

complexités dans le système d'imposition dans le seul dessein de collecter plus d'impôts, mais au risque de tuer l'effort productif et la libre entreprise.

Au lieu de réduire le nombre de produits qui tombent sous le régime *VAT-exempt*, le budget étend celui-ci pour imposer davantage la production locale. Les producteurs passeront nul doute le coût aux consommateurs. Il fallait plutôt éliminer ce régime qui est régressif en termes d'administration fiscale. On aurait pu alors soumettre d'autres produits à la taxe à la valeur ajoutée, dans lequel cas les prix sont transparents.

Autre complication fiscale : taxer un *Exempt Income* constitue un oxymoron. Un revenu est soit imposable soit exempt d'impôt. Pour faire simple, on aurait préféré que le gouvernement abolisse la catégorie *Exempt Income*, mais qu'il applique en retour un taux plat de 10% à tous les types de revenus imposables. Parmi ceux-ci, on retrouverait les salaires, les pensions, les honoraires, les rentes, les intérêts et les plus-values. Les dividendes, eux, proviennent des revenus après-impôts et ne doivent pas être taxés deux fois.

L'impôt est par essence discriminatoire. Mais la nouvelle politique fiscale du gouvernement accentue la discrimination entre contribuables. Elle discrimine les Mauriciens, mais aussi les étrangers. Parmi ces derniers, les non-résidents qui n'investissent que dans des obligations publiques ou des actions boursières ne seront pas assujettis à l'imposition des intérêts et des dividendes.

L'impôt constitue un empiètement dans la sphère privée du citoyen, donc de sa liberté, quand il ne détruit pas son emploi ou ne l'oblige à s'endetter. Du point de vue de la consommation, une hausse d'impôts est davantage discriminante que dissuasive, dans la mesure où elle réduit le niveau de vie du consommateur. Mais, autre discrimination, pourquoi pénaliser particulièrement les fumeurs, les buveurs et les joueurs ? Pourquoi ne pas taxer aussi les mangeurs des plats qui favorisent le diabète et les maladies cardiaques ?

Nous ne sommes pas encore un pays communiste. Mais un Etat qui porte un jugement de valeur sur le comportement de consommation de ses citoyens bafoue la première des valeurs : la liberté individuelle. Ce qui caractérise une société libre, c'est le fait que le consommateur est souverain dans le cadre de ce qui est permis par la loi. Il serait donc dangereux que l'Etat fasse le jeu de ces forces réactionnaires qui cherchent à catégoriser les bons et les mauvais – entendez par là ceux qui fument, qui boivent ou qui jouent.

Une dernière discrimination est celle qu'on peut qualifier de positive envers les planteurs. Or tout avantage fiscal n'est méritoire que s'il bénéficie indistinctement à tous les entrepreneurs de même niveau. Nombreux sont ceux qui se démènent comme les petits planteurs. La démocratisation de l'économie doit conduire à une véritable démocratie économique qui ne soit pas synonyme de plantocratie.

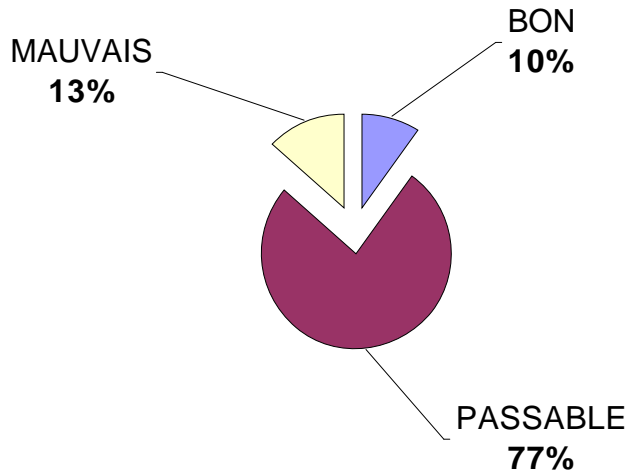
S'il faut détenir un pouvoir électoral pour réussir, cela désespérera le petit entrepreneur.

Notre produit intérieur brut doit croître au taux annualisé de 7,4% pour atteindre mille milliards de roupies en 2029. Mais c'est un rêve. Car les mauvais signaux du budget ont assombri l'horizon économique.

(www.pluriconseil.com)

1) Comment qualifiez-vous le Budget de 2011 dans son ensemble ?

Le Budget de 2011 dans son ensemble

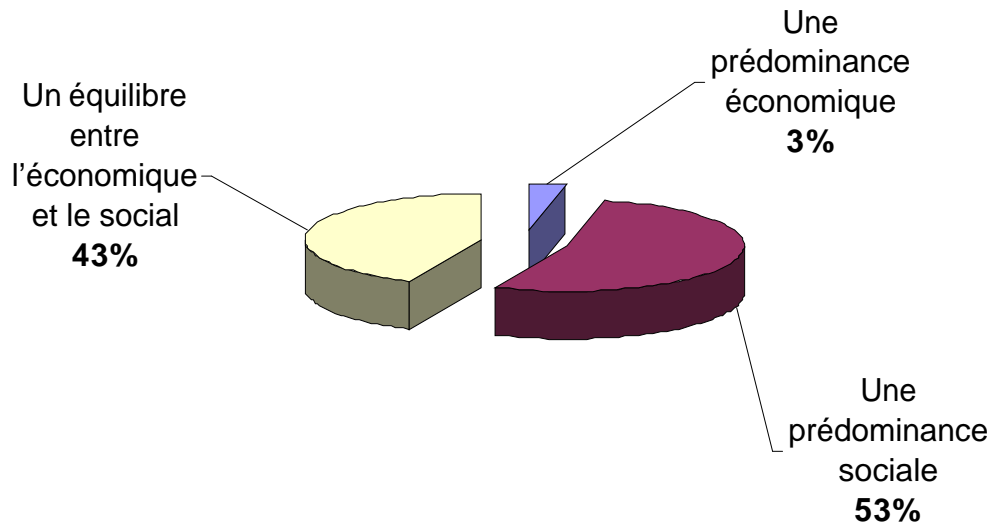


Le budget n'est pas bon

Neuf analystes sur dix sont d'avis que le budget de 2011 n'est pas bon. Ils n'y voient rien qui soit susceptible de stimuler l'investissement privé. L'économie est le parent pauvre de ce budget : il ne vient en aucun cas aider à résoudre ses problèmes structurels. Au contraire, c'est un budget inflationniste qui taxe la production et fait monter les prix des produits alimentaires et pétroliers. Il contient aussi des mesures allant à rebours des principes qui ont fait le succès du pays ces dernières années. Enfin, on peut observer des incohérences entre les macro-objectifs et des micro-mesures.

2) Trouvez-vous dans le Budget de 2011...

Le Budget de 2011



Un budget politique

La majorité des répondants trouvent une prédominance sociale dans le budget de 2011. Un analyste acquiesce à un *"fine rebalancing act"* dont la philosophie est *"taxing evil to promote social justice"*. En même temps, le budget encourage l'intégration sociale et promeut une croissance inclusive. Des mesures sociales, il y en a beaucoup, mais c'est précisément un *"budget politique"* selon le mot d'un économiste. Les plus gros contribuables seront soumis à une imposition de 10% sur les intérêts et les dividendes. Reste à savoir si notre économie peut soutenir le prix de telles mesures dans le contexte actuel de crise mondiale.

3) Compte tenu des mesures budgétaires, quelles sont vos estimations de la croissance et du chômage en 2011 ?

Taux de CROISSANCE en 2011		Taux de CHÔMAGE en 2011	
Moins de 4,0%	37%	Moins de 7,4%	13%
Entre 4,0 et 4,2%	53%	Entre 7,4% et 7,6%	63%
Plus de 4,2%	10%	Plus de 7,6%	23%

La croissance à 4% ou plus

Paradoxalement, 63% des analystes restent assez optimistes sur la croissance réelle de notre économie pour l'année prochaine, l'évaluant à au moins 4%. Mais tout va dépendre de la santé de l'économie mondiale. La situation économique de Maurice sera délicate en 2011 compte tenu de la fragilité de l'environnement externe, celui-ci exerçant des pressions sur le marché du travail. Les efforts de diversification des marchés d'exportation prendront du temps avant de porter leurs fruits. Avec un taux de chômage susceptible de croître, une "jobless growth" pourrait devenir une triste réalité. A moins qu'on arrive à produire des compétences qui cadrent avec le profil des emplois.

4) Quelles sont vos estimations du déficit budgétaire et de la dette du secteur public en 2011 ?

DÉFICIT BUDGÉTAIRE en 2011		DETTE DU SECTEUR PUBLIC en 2011	
Moins de 4,3% du PIB	7%	Moins de 60,3% du PIB	7%
4,3% du PIB	30%	60,3% du PIB	37%
Plus de 4,3% du PIB	63%	Plus de 60,3% du PIB	57%

Scepticisme sur les finances publiques

Pour l'année 2011, le ministère des Finances vise un déficit budgétaire de 4,3% du produit intérieur brut (PIB) et une dette du secteur public de 60,3% du PIB. La majorité des analystes, eux, sont sceptiques, prévoyant des taux plus élevés. Augmenter les impôts n'équivaut pas à réduire les dépenses publiques. Avec l'imposition des intérêts et des dividendes, l'Etat encaisserait un milliard de roupies la première année. Mais après, les recettes baisseront, car les gens auront fait de la planification fiscale en plaçant des dépôts dans des centres offshore. Entre-temps, alors que le budget de développement est conséquent, le ralentissement de l'économie va restreindre les revenus de l'Etat. Mais un économiste croit que, vu les antécédents sur les délais des projets d'infrastructure, l'objectif de 4,3% du déficit public sera réalisé.

5) Comment évaluez-vous le Budget pour...

	Secteur Privé	Petites et Moyennes Entreprises	Contribuables individuels
Très Favorable	3%	7%	3%
Suffisamment Favorable	33%	47%	63%
Pas Assez Favorable	63%	47%	33%

Le secteur privé revient bredouille

Pour 63% d'analystes, le budget n'est pas assez favorable au secteur privé, mais il l'est suffisamment aux contribuables individuels. Dans le premier cas, on dénote même de mauvais signaux, telle l'application du régime *VAT-exempt* sur des produits fabriqués par l'industrie alimentaire. C'est comme une taxe sur la production, et elle diminue la rentabilité des investissements faits dans l'appareil de production. Par ailleurs, surtaxer les produits alcoolisés et les jeux risque de tuer des industries, entraînant des licenciements et des endettements. L'hôtellerie et la restauration se retrouvent aussi pénalisées par ces mesures.

Pour ce qui est de l'impact du budget sur les petites et moyennes entreprises, les analystes sont partagés. Presque la moitié d'entre eux pensent qu'elles n'ont pas été favorisées non plus. Mais ils s'accordent à dire que la relance de ce secteur passe par la réorganisation bienvenue de la Banque de développement.

De leur côté, les contribuables individuels bénéficieront de l'abolition de la *National Residential Property Tax* et de l'impôt sur les intérêts. Néanmoins, ceux touchant plus de Rs 2 millions par an seront imposés à 10% sur leurs intérêts et dividendes. Au-delà des gains pour l'Etat, c'est toute une philosophie qui change par rapport à l'image d'économie libérale qu'on vend de Maurice à l'étranger.

6) Etes-vous satisfait des mesures concernant...

	Canne à sucre	Tourisme	ICT/BPO	Productivité
Totalement Satisfait	3%	3%	3%	3%
Plutôt Satisfait	83%	57%	73%	27%
Plutôt Insatisfait	10%	30%	20%	57%
Totalement Insatisfait	3%	10%	3%	13%

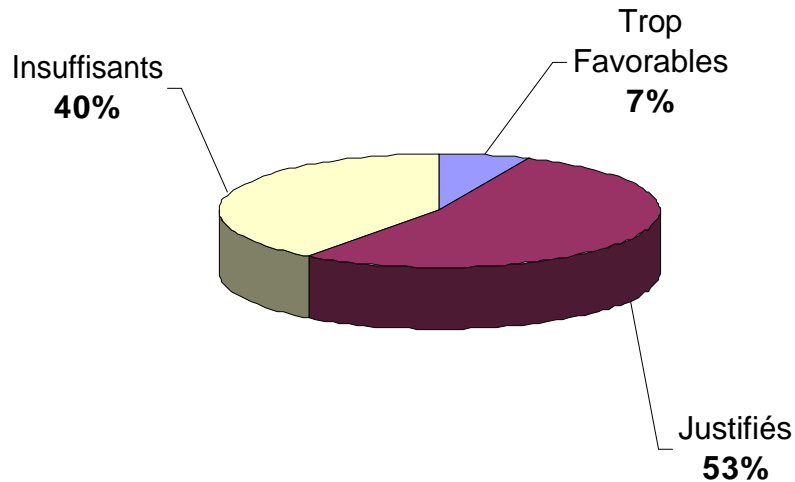
Déception sur la productivité

Si les analystes sont plutôt satisfaits des mesures sectorielles, en revanche ils ne le sont pas par rapport au thème de la productivité. Ils ne sont pas convaincus que ce qui a été annoncé pour renforcer les fondations microéconomiques est suffisant pour stimuler rapidement et significativement la productivité. Il n'y a rien pour inciter à l'innovation et à la recherche privée.

Sinon, les analystes accueillent favorablement les mesures d'encouragement à l'industrie de la canne à sucre. Aussi, la diversification des marchés émetteurs de touristes est une bonne stratégie, mais seul le marketing ne sera pas suffisant pour satisfaire les besoins de la clientèle. Enfin, la baisse des prix de connexion va donner du tonus au secteur des technologies de l'information et de la communication et au secteur de l'externalisation (ICT/BPO).

7) Pensez-vous que le taux et les montants de compensation salariale accordés par le gouvernement sont...

Les montants de la compensation salariale



Compensation justifiée

Pour la majorité d'analystes, le quantum de la compensation salariale décidé par le gouvernement est justifié. D'autant qu'on réalise a posteriori que l'inflation va repartir de plus belle à la suite du budget. L'octroi d'une compensation constituerait donc une soupape de sûreté sur la marmite sociale. Même la classe moyenne est affectée par la hausse du coût de la vie. Reste que le plus important, c'est la préservation des emplois. Et elle ne sera pas possible si les rémunérations des employés ne sont pas liées à leur performance.

PluriConseil Ltd

Business Registration number: C08052270

Value Added Tax number: VAT20290904

Managing Director: Eric Ng Ping Cheun

Address: 27, Mgr. Gonin Street, Port Louis, Mauritius

Telephone: +230 2136719

Fax: +230 2342761

E-mail: pluriconseil@orange.mu

Website: www.pluriconseil.com

Any part of this document shall not be published, reproduced or transmitted, in any form or by any means, to a third party, without the prior written permission of PluriConseil Ltd, the Copyright holder.

The information contained in this document have been arrived at from sources which PluriConseil Ltd believed to be reliable and in good faith, but no representation or warranty expressed or implied is made as to their accuracy, completeness or correctness.

The opinions contained in this document are published for the assistance of recipients, but PluriConseil Ltd accepts no liability whatsoever for any direct or consequential loss arising from any use of this document and its contents.